

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Un-rapport-interne-du-gouvernement-remet-en>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Un rapport interne du gouvernement remet en question les données de RTE sur les nouveaux EPR - Relancer le nucléaire est décidément le plus sûr moyen de fragiliser l'atteinte de nos objectifs climatiques !**

28 octobre 2021

Un rapport interne du gouvernement remet en question les données de RTE sur les nouveaux EPR - Relancer le nucléaire est décidément le plus sûr moyen de fragiliser l'atteinte de nos objectifs climatiques !

Ce 25 octobre, RTE a dévoilé ses scénarii « Futur énergétique 2050 », présentant des trajectoires allant d'un système 100 % renouvelable à une relance forte du nucléaire. Ce rapport confirme la faisabilité technique du 100 % renouvelable, sans rupture d'approvisionnement et en compatibilité avec les objectifs climatiques, mais présente cette voie comme plus coûteuse que des scénarii de relance du nucléaire.



Cette conclusion, en décalage avec ce que l'on peut observer au niveau mondial, nous apparaissait comme le résultat d'un certain nombre de biais méthodologiques dans l'évaluation économique ([voir notre communiqué](#)). Surtout, nous interrogeons la capacité de l'industrie nucléaire à tenir ses promesses et à fournir de nouveaux réacteurs sans malfaçons ni retards.

Le 26 octobre, Barbara Pompili a confirmé l'imminence d'une décision d'Emmanuel Macron sur le lancement de six nouveaux EPR, cette décision étant tributaire des enseignements d'un rapport de Bercy et de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat censé paraître prochainement. **Or des éléments de ce rapport, dévoilés par [Contexte.com](#) puis par [l'Usine Nouvelle](#) ce 27 octobre, viennent remettre en question plusieurs données concernant le nouveau nucléaire, dont certaines posent la question de la validité des conclusions de RTE.**

Ainsi, EDF postulait début 2020 un coût de 46 milliards d'euros pour la construction de 6 réacteurs EPR2. Mais selon les auteurs du rapport, celui-ci pourrait atteindre entre 52 et 57 milliards d'euros, voire 64 milliards dans un scénario « dégradé ». Ce chiffrage ne saurait d'ailleurs être tenu pour définitif, du fait de nombreuses incertitudes. Ils soulignent également qu'EDF n'a pas tenu compte du risque de surcoût découlant de la découverte tardive de défauts sur le chantier, comme ce fut le cas pour l'EPR de Flamanville.

Surtout, alors que RTE prévoit une mise en service de la première paire de réacteurs en 2035, l'administration table sur un raccordement au réseau électrique au plus tôt en 2040, voire 2042-43... ou même 2045 dans un scénario fortement dégradé. La longueur de la phase de conception aurait été sous-estimée et les hypothèses de durée du chantier apparaissent beaucoup trop optimistes au regard de celles des EPR les plus récents.

Alors que RTE ne cesse - à raison - de marteler que l'atteinte des objectifs climatiques dans les temps constitue un défi redoutable, ces données viennent sérieusement remettre en question la compatibilité des scénarii de relance du nucléaire avec les échéances fixées.

Nous le répétons : miser sur de nouveaux réacteurs, susceptibles de connaître malfaçons, retards importants et surcoûts, est la plus sûre manière de rater nos objectifs climatiques.

Nous ne pouvons pas nous permettre de prendre ce risque. Il est d'autant plus révoltant de voir la majorité des candidat.es à l'élection présidentielle mettre en avant une relance du nucléaire comme mesure phare de lutte contre le changement climatique, sans aucune planification réaliste et réalisable à l'appui. Le nucléaire n'est pas la solution magique pour sauver le climat. Pour sécuriser notre avenir, nous devons atteindre 100% d'énergies renouvelables et stopper cette fuite en avant consistant à faire perdurer une technologie dangereuse, polluante et productrice de déchets ingérables.